qui exécute, que des améliorations, nombreuses ont été introduites dans toutes les branches de l'enseignement supérieur par l'initiative d'un ministre sagement, mais résolument réformateur.

Qu'a voulu, en effet, l'Université par ces réformes? mettre un terme à cette scission, à ce désaccord entre les besoins de notre époque et le haut enseignement, et par là lui restituer toute l'influence qu'il est appelé à exercer de nouveau sur la prospérité matérielle et la grandeur morale de notre pays.

Pour atteindre ce but, il était indispensable de régulariser dans sa marche et dans sa portée, de ramener aux impérieuses nécessités de la vie un enseignement qui, par la nature des questions qu'il agite, par son étendue et son élévation, touche à toutes les conditions vitales de la société, soulève les problèmes les plus délicats et les plus ardues, s'adresse aux esprits inquiets et impatientes de progrès, comme aux esprits calmes et mûris par l'expérience.

Il n'est, d'ailleurs, aucun ordre d'idées qui échappe à son examen.

Par la théologie, il embrasse le domaine de la religion tout entier, son histoire, ses dogmes, sa morale, sa discipline, pour étendre de plus en plus et fortifier leur empire sur les âmes; par les sciences, toute la nature est soumise à ses investigations, depuis les derniers atomes de la matière jusqu'aux astres, qui se perdent dans les profondeurs de l'espace, et, par là, il exerce une continue et décisive influence sur toutes les industries et sur le bien-être de toutes les classes.

Par les lettres, il suit l'humanité à travers les variétés infinies de ses développements, dans les arts et les institutions, dans les mœurs et les idées; il remonte à la source des lois qui les régissent dans le présent, et par la direction qu'il imprime aux esprits, il prépare celles qui gouverneront leur avenir.

Vous le voyez, Messieurs, nul élément de la société qui reste étranger à l'action de cet enseignement, et qui, à la longue, ne puisse être profondément modifié par les paroles qui tombent avec tant de force du haut de ces chaires, élevées par l'Etat, au milieu même de la société, et sur lesquelles il a empreint le sceau de son autorité souveraine.

Mais ramenées à leur véritable but, assujetties à des règles qui assurent leurs succès, sans porter atteinte aux droits